

# Congrès AFSP Paris 2013

## St 57 : Comment étudier les clubs, les fondations politiques et les « think tanks » ?

### Enquêter « en sous-marin » dans un *think and do tank* européen

Thomas Alam, Ceraps (CNRS - UMR 8026), Université Lille 2

« [The term think tank] is a curious phrase, suggesting both the ratified isolation of those who think about policy, as well as their prominent public display, like some rare species of fish or reptile confined behind the glass of an aquarium or zoo » (Smith, 1991: xiv).

Les 25 et 27 juin 2012 s'est tenu à New York le premier *Global Obesity Forum* organisé par l'*International Epode Network* dont les initiateurs reprennent à leur compte la formule forgée par les environmentalistes : *think global, act local*<sup>1</sup>. Très largement soutenu par une agence de communication en santé parisienne (appelons là Vitamin), financé par les très respectables Nestlé et Coca-Cola (clients par ailleurs de la même agence), ce réseau revendique 25 partenaires, dans 15 pays différents et toucher ainsi 150 000 000 de personnes. En définitive, ce réseau n'est que le énième avatar du programme Fleurbaix-Laventie Ville Santé initié dans le nord de la France au début des années 1990 et dont les développements ont déjà fait couler beaucoup d'encre, que ce soit dans des articles scientifiques (Romon *et al.* 2008, Katan 2009, Alam 2011, Bergeron *et al.* 2011, etc.) ou dans des écrits journalistiques (y compris d'investigation<sup>2</sup>). Le programme Epode (Ensemble, Prévenons l'Obésité Des Enfants) – devenu VIF (Vivons en Forme) en 2012 – a en effet été l'objet, depuis le milieu des années 2000, d'une intense communication institutionnelle qui le présente comme une initiative couronnée de succès. Cruciale dans cette entreprise a été la mise en place d'un programme de recherche appliquée européen, qualifié par ses initiateurs de *think and do tank*, et dans lequel j'ai été impliqué en qualité de post-doctorant de fin 2008 à 2011.

---

<sup>1</sup> Voir l'impressionnante vidéo d'invitation sur : <https://www.youtube.com/watch?v=YQ6Kg8x55fg> (document consulté le 27 août 2012). Sans que l'on puisse ici entrer dans les détails, la méthodologie Epode est celle d'un programme de « santé communautaire » qui repose avant tout sur l'engagement des collectivités territoriales adhérentes dont les actions sont coordonnées nationalement par des acteurs privés en réseau : agence de communication (en Grèce et en Belgique), association (FLVS en France) ou fondation (Thao en Espagne).

<sup>2</sup> Un premier reportage intitulé « Gavés de sucre » du magazine *Cash Investigation* (diffusé sur France 2 le vendredi 15 juin à 22h35, durée 1h30) portant sur le lobby du sucre consacre plus de dix minutes à Epode, suivi d'un documentaire de Stéphane Horel et Brigitte Rossigneux intitulé « Les Alimenteurs », diffusé le mardi 19 juin à 20h35 sur France 5. Sur une durée de 50 minutes, 5 minutes sont consacrées au programme Epode. Ajoutons à cela les nombreux « Conflits de Canard » du *Canard Enchaîné*...



Source : <http://www.epode-international-network.com/>

A cet égard, ma communication ne vise pas à faire la promotion de « la » bonne méthode pour étudier les think tanks, clubs ou fondations mais cherche plutôt à revenir sur les vertus heuristiques d'un engagement – largement contraint par la nécessité économique – dans un de ces groupements. Créé en 2008, l'EEN est porté par une agence de communication (Vitamin), et adossé à une association loi 1901 (Fleurbaix Laventie Ville Santé), son financement provient de la Commission Européenne (DG Santé-Protection des Consommateurs/Executive Agency for Health & Consumers) et de certains grands groupes de l'industrie agroalimentaire (Mars, Ferrero et Nestlé puis Orangina-Schweppes). Enfin, quatre universités, dont celle de Lille 2, sont impliquées dans le dispositif, chacune se voyant confier un « *work package* » spécifique. Si l'EEN est construit sur la base d'un partenariat public-privé, j'avais précisément pour mission de travailler sur la dimension partenariale des programmes de prévention de l'obésité, conçue comme un des piliers majeurs du succès de Epode.

Une telle immersion dans ce programme m'a permis de pénétrer un monde largement inconnu pour moi, celui de la communication *corporate*. Elle m'a également permis de développer tout un faisceau d'hypothèses pour résoudre une énigme initiale : comment s'opère et se légitime la participation de l'industrie agroalimentaire à la lutte contre l'obésité. Pour le dire autrement, une telle entrée permet ainsi d'éclairer les *transformations de l'action publique contemporaine* et, plus généralement, de renseigner les *processus sociopolitiques qui affectent le périmètre des États sociaux européens* en ajustant la focale sur les activités de ce *think and do tank*. En opérant une sociologie des acteurs qui gravitent autour de l'EEN, il s'agit de questionner la manière dont cette *dynamique de « privatisation » des politiques sociales* est *sous-tendue par la promotion d'acteurs* (directeurs de fondation, lobbyistes d'entreprise, représentants d'ONG, experts et consultants en nutrition et en marketing social), *par des ressources spécifiques* (financières, sociales, savantes) et *par des règles et des savoir-faire à portées pratiques et normatives* (management de projet, *marketing social*, *benchmarking*, communication...).

En définitive, ma communication cherche à tirer profit de la richesse empirique offerte par la participation observante (Soulé 2007) au sens où j'ai pu « faire feu de tout bois » (de Sardan 1995 : 90) pour accumuler de nombreuses données relatives tout autant aux

programmes de santé communautaire de « type Epode » en Europe qu'aux activités et acteurs de l'EEN et, plus généralement, des données sur les PPP en matière de recherche. Mais les vertus heuristiques de la participation observante ne se résument pas à la seule collecte de données difficilement accessibles de l'extérieur. Cette posture de recherche implique précisément de marier approches externaliste et internaliste de la production d'expertise. En d'autres termes, les vertus heuristiques de la participation observante ont à voir avec une certaine forme de sociologie charnelle, pour reprendre l'expression de Loïc Wacquant (2000). De même que pour appréhender l'habitus de boxeur, il faut payer de sa personne dans la salle de gym et sur le ring, je voudrais suggérer qu'on peut comprendre autrement le travail intellectuel réalisé dans les think tanks en devenant soit même un « expert » ou, mieux, un « chercheur embarqué » dans la réforme de l'Etat (Alam, Gurruchaga, O'Miel 2012). C'est en effet par le biais de l'indigénisation qu'on parvient à mieux cerner les attentes de rôle de l'expert ainsi que la contribution que la sociologie est sensée produire (Alam 2011). C'est aussi cette indigénisation – toujours relative et inaboutie – qui permet d'appréhender l'orthodoxie et l'orthopraxie du milieu enquêté, en mettant ici particulièrement à profit les gaffes et les bévues que n'a pas manqué de commettre le néophyte que j'étais (Goffman 1974, Gellner 1986).

Enfin, parce qu'elle utilise directement comme medium d'enquête le chercheur engagé par et sur le terrain étudié, la participation observante invite à prendre au sérieux le potentiel heuristique de la *perturbation*. Pour recourir à une métaphore biologique, disons que le chercheur-expert – par les questions qu'il pose – modifie à bien des égards l'écosystème étudié. Il « pollue » son terrain, est donc loin d'être un enjeu négligeable pour les autres acteurs, et est susceptible de devenir une ressource particulièrement instructive. De ce point de vue, il faut considérer avec Georges Devereux (1980 : 30) combien il est nécessaire « d'accepter et d'exploiter la subjectivité de l'observateur, d'accepter le fait que sa présence influence le cours de l'événement observé aussi radicalement que “l'observation” influence (“perturbe”) le comportement de l'électron. L'analyste du comportement doit apprendre à admettre qu'il n'observe jamais le comportement qui “aurait eu lieu en son absence” et qu'il n'entend pas le même récit qu'un même narrateur eût fait à un autre que lui. Par bonheur, ce qu'on appelle les “perturbations” dues à l'existence et aux activités de l'observateur, lorsqu'elles sont correctement exploitées, sont les pierres angulaires d'une science du comportement authentiquement scientifique et non – comme on le croit couramment – un fâcheux contretemps dont la meilleure façon de se débarrasser est de l'escamoter ». Assurément, la destinée du programme Epode en France et les avatars de l'EEN à l'échelle internationale invitent à souligner l'ambivalence des sciences sociales, tour à tour ressource de légitimation et de subversion.

### ***1 Approche externaliste d'une « boîte à idées » européenne singulière***

Expression comique, souvent condescendante, lors de son apparition au XIXe siècle, le terme de think tank serait depuis devenu un label extrêmement populaire et positif (Medvetz 2009 : 83-84) – « the think tank label has caché » (Stone 2007 : 262) – au point que son usage inflationniste contribue à son opacité. La polysémie du terme tient d'ailleurs beaucoup à la diversité des think tanks en fonction de leur taille, budget, personnel, quantité et qualité des recherches produites, orientations idéologiques et indépendance institutionnelle (Abelson 2009 :8-9). Empruntant lui aussi ce label, l'EEN ne se laisse pas facilement ranger

dans les catégories anglo-américaines disponibles (1.1) et s'apparente davantage à un collectif hybride orienté vers la légitimation du programme dont il porte le nom (1.2).

### 1.1 *Think and do tank, advocacy tank ou lobby?*

Comme son nom l'indique, l'EEN se présente comme un réseau d'action publique (*policy network*) à dimension européenne, voire internationale<sup>3</sup>. En tant que tel, cette structure ne possède ni locaux attitrés ni professionnels permanents et elle n'a d'ailleurs été en activité que le temps d'un programme européen (3 ans). Pour autant, les directeurs du programme revendiquent explicitement le label de *think and do tank* en s'adossant aux trois mythes qui fondent la légitimité des *think tanks* : ils « pensent », ils « servent l'intérêt général » et ils constituent un « carrefour entre l'Etat, la société et la science » (Stone 2007). Cette dernière dimension se traduit tout autant par le partenariat public-privé qui sous-tend l'EEN, que par la composition du *Board* qui agrège les directeurs de l'EEN, les quatre chairmen (universitaires) des comités, le président de l'European Alliance for Epode (à l'époque, Philippe Most, l'ancien maire de Royan), un représentant de l'International Advisory Board (composés d'experts internationaux de « haut niveau » - « *high level* » - spécialisés en santé publique, en interventions de santé communautaire et en prévention), le directeur général de la DG Sanco et les représentants des sponsors privés.



<sup>3</sup> Prenant acte du développement précoce de programmes s'inspirant de la méthodologie d'Epode en Australie et en Amérique Latine, l'EEN a laissé place à l'Epode International Network, par le biais d'une association internationale sans but lucratif dont les statuts ont été déposés à Bruxelles en avril 2011.

Si ce think tank « pense », c'est avant tout pour « agir » dans « l'intérêt général » [*public interest*]. Inscrit dans les premières pages de l'accord de financement, ce *think and do tank* a pour but de « faciliter la mise en œuvre de programmes d'intervention communautaires » utilisant la méthodologie Epode dans d'autres États européens. Autrement dit, l'EEN doit « penser » et « agir » : premièrement, déterminer les *bonnes pratiques* à partir des expériences en cours et enrichir cette méthodologie par la production de recommandations à transférer dans d'autres configurations nationales et, deuxièmement, œuvrer à la conscientisation politique, institutionnelle et scientifique sur la pertinence des approches multi-acteurs et « stimuler » ainsi l'engagement des parties prenantes (*stakeholders*). Comme l'annonce Robert Madelin, le directeur général de la DG Sanco, en ouverture d'une réunion du Board, la fonction première de l'EEN est d'assurer une campagne « marketing » afin de disséminer ce qui est un succès aux yeux de tous partout en Europe :

*Vous avez une histoire à raconter : vous êtes science-based, evidence-based, mais en même temps, vous êtes en campagne. Que devez-vous dire et qui doit être le messenger ? Ce dont vous avez besoin aujourd'hui, c'est d'un plan d'action ! Vous devriez essayer d'identifier des alliés et des ambassadeurs. Les East-Midlands peuvent constituer un important catalyste en tant que leaders régionaux [en Grande-Bretagne]. Au sein du Comité économique et social, vous avez des ambassadeurs ; les entreprises le font déjà ! Mais le secteur dans lequel vous devez travailler maintenant relève d'un exercice de marketing. La question est : avez-vous la bonne expertise<sup>4</sup> ?*

Comme n'importe quelle entreprise, les think tanks « consacrent une part considérable de leur attention à marketer leur produit » (Abelson 2009 : 77). Bien loin d'être une « université sans étudiants » (Weaver 1989 : 564), un lieu de production indépendant de réflexions originales et désintéressées, l'EEN est clairement orienté vers la répétition d'un message précis : le programme Epode est un succès dont les bonnes pratiques doivent être transférées dans d'autres contextes nationaux. C'est sans doute en ce sens qu'il faut comprendre l'insistance des directeurs du programme sur le terme *think and do tank*, qui insiste sur la dimension engagée et pragmatique de l'EEN pour mieux se démarquer de la figure excessivement académique du « ink tank » (Stone 2007 : 262). A bien des égards, l'EEN s'apparente alors davantage à un « advocacy tank » en ce qu'il est très lié à certains groupes d'intérêt et « combine un fort tropisme partisan, idéologique ou d'action publique avec une technique de vente agressive [*agressive salesmanship*] dans l'espoir d'influencer les débats de politique publique » (Weaver 1989 : 567).

En effet, n'en déplaise aux principaux promoteurs du programme – qui s'efforcent d'afficher une distance et une neutralité vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire –, ce *think tank* est tout à fait ajusté aux stratégies de lobbying des sponsors privés. D'une part, leur participation au programme relève de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) – ou, pour Nestlé, de la « Création de Valeur Partagée » – qui est activement suivie par les agences de notation, quand elle n'est pas rendue obligatoire par certaines législations (comme en France et en Belgique pour les entreprises cotées en bourse). A bien des égards, la RSE est

---

<sup>4</sup> Notes de terrain, réunion du Board, Amsterdam, Hôtel Holiday Inn, soirée du 5 mai 2009 (ma traduction).

ainsi « une autre forme de publicité » comme l'ont bien saisi des marques comme Body Shop ou Ben & Jerry's qui prétendent que leurs préoccupations « éthiques » sont au centre de leurs campagnes marketing (Stauber, Rampton 2012 : 229 et s.). D'autre part, et sans doute plus fondamentalement encore, les succès d'Epode sont grandement valorisés dans la communication institutionnelle des sponsors privés<sup>5</sup>. J'ai pu montrer par ailleurs combien les dividendes symboliques de l'action des collectivités territoriales, au principe du succès de la « marque » Epode, sont avant tout engrangés par les acteurs marchands de l'industrie agroalimentaire qui sont bien souvent les seuls sponsors des programmes nationaux. On est en droit de se demander si les collectivités territoriales membres du programme ou encore l'association des maires Epode ne sont pas des agents objectifs d'une stratégie de lobbying de l'industrie agroalimentaire qu'elles contribuent à financer partiellement et à leur insu (Alam 2012).

Le programme Epode est en effet particulièrement ajusté à la présentation de soi des sponsors privés qui s'efforcent – en lien avec leurs politiques de RSE – de se mettre en scène comme des « acteurs de la solution et pas que du problème » (entretien, responsable des affaires publiques du groupe Nestlé, Paris, 26 octobre 2009). En insistant sur son caractère individuel et environnemental, et en évitant toute stigmatisation<sup>6</sup>, Epode entretient un cadrage de l'obésité qui est relativement conforme aux intérêts et aux discours de ces organisations (Sugarman, Sandman 2008), notamment en ce qu'il est susceptible de prévenir des réglementations trop sévères sur la composition, l'étiquetage ou la taxation des produits à travers la promotion généralisée de la « subsidiarité horizontale<sup>7</sup> ». Comme l'analyse d'ailleurs le Dr X, médecin nutritionniste à l'origine du programme :

*« On a été récupéré quelque part par l'industrie agroalimentaire et notamment par la [confédération des industries agroalimentaires européennes] (...) qui a copieusement utilisé Epode (...) en disant "il faut développer du Epode (sans nous donner le moindre moyen évidemment) parce que la solution, elle vient de là, et elle ne vient pas du tout de la taxation de nos produits". (...) . Ça nous gênait beaucoup parce que du coup on était vu comme les suppôts de l'[IAA], leur cheval de Troie » (entretien, Paris, 23 février 2009).*

La création du programme Epode s'inscrit en effet dans un contexte de formation d'une politique européenne de lutte contre l'obésité où les IAA sont confrontées depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle à des problématiques sanitaires relativement analogues à celles des producteurs d'alcool (Constanty, Nouzille 2006 : 268-276). Pour emprunter des concepts stratégiques du lobbying, l'engagement dans le programme s'inscrit dans un travail d'influence des IAA qui déploient une stratégie de « neutralisation proactive » à travers une

---

<sup>5</sup> Aucun usage publicitaire n'est autorisé même si certaines entreprises jouent parfois avec les mots. En France, on peut ainsi lire sur les paquets de Chocapic de Kellogg's, partenaire de VIF : « Kellogg's est une entreprise engagée dans une démarche nutritionnelle encouragée par l'Etat (PNNS) ».

<sup>6</sup> En 2009, le guide du chef de projet Epode définit la « philosophie » du programme de la manière suivante :

- « Non stigmatisation des personnes, des comportements et des aliments ;
- Prise en considération de la "modernité alimentaire" : praticité et faible investissement/temps/préparation ;
- Approche positive, progressive et concrète centrée sur le plaisir (de manger, de bouger)
- Renforcement du partage, du lien et de la cohésion sociale »

<sup>7</sup> Terme à la mode à Bruxelles synonyme d'« auto-régulation ».

forme de « pollinisation croisée<sup>8</sup> » où l'association FLVS et les collectivités territoriales en viennent à défendre les intérêts industriels. Le chef de communication externe du groupe Orangina-Schweppes, et qui avait – ce n'est pas un hasard – déjà exercé cette même fonction au sein du groupe Bacardi-Martini pendant 18 ans, évoque ouvertement le caractère stratégique de ce partenariat :

*« Moi je crois que c'est important (...) de jouer aussi les diplomates... les ambassadeurs de Epode dans... dans l'ensemble de nos contacts avec les autorités,... les institutions au sens large, en France, ou au niveau européen. ... Moi, pour moi, ça donne du sens et... et ça donne de la visibilité à une boîte comme Orangina-Schweppes... d'ouvrir les yeux sur la problématique, sur la manière dont elle est gérée par Epode à des gens qui ne connaissent pas ça : des autorités politiques, des autorités administratives. (...) Je préfère que les gens avec qui je suis en contact comprennent qu'il y a d'autres moyens de régler la problématique, une problématique de santé publique, que l'approche moralisatrice et traditionnelle de l'interdiction, la contrainte, la taxe. (...) Je... je fais œuvre de salut public... pour ne pas dire œuvre de santé publique quand je discute avec des députés, quand je discute avec des maires, quand je discute avec des administratifs, des fonctionnaires qui ne connaissent pas Epode et qui se disent "Ah ? il y a peut-être un autre moyen de régler le problème" ... Et ils ne sont pas plus bêtes que nous » (entretien, Lille, 7 décembre 2009).*

### **1.2 Un collectif hybride orienté vers la légitimation de la démarche**

L'approche structurale qui caractérise l'analyse des think tanks états-uniens par Thomas Medvetz (2009) fait clairement apparaître l'émergence d'un sous-espace de production des savoirs dont les experts proviennent tout à la fois des univers académique, politique, médiatique et du monde de l'entreprise. L'identité professionnelle des membres des think tanks articule ainsi quatre rôles aux scripts contradictoires (Medvetz 2010). L'analyse externaliste des membres du think tank atypique et éphémère qu'est l'EEN confirme l'importance de ces différents axes structurants.

En premier lieu, les membres de l'équipe de coordination sont tous issus de l'agence Vitamin<sup>9</sup>, qui, à l'époque, est aussi en charge de la coordination du programme Epode en France. Même si sa composition a rapidement évolué durant les quelques années de ma collaboration, l'équipe est composée d'une demi douzaine consultants du département marketing social de l'agence Vitamin. Elle se caractérise, tout à la fois, par des individus qui présentent un fort tropisme communicationnel (relations publiques, marketing social), mais appliqué au monde des entreprises engagées dans des démarches de santé et de nutrition conformément au cœur de cible de l'agence. Les trajectoires universitaires et professionnelles des membres de l'équipe, qui s'est fortement internationalisée sur la période, sont relativement interdépendantes de ce point de vue. L'équipe a ainsi pendant longtemps été dirigée par deux co-directeurs : le Dr X, initiateur du programme, actionnaire minoritaire de l'agence, directeur du développement santé du groupe Vitamin, co-directeur du programme Epode France et membre de son comité d'experts « indépendants » jusqu'en 2012 ; Brigitte, directrice d'une agence de marketing social spécialisée dans la promotion du goût auprès des enfants qui a fusionné avec le groupe Vitamin. Cette dernière, par ailleurs directrice générale

---

<sup>8</sup> Ce terme a été forgé par William Novelli, co-fondateur de Porter/Novelli, une agence basée à New York et spécialisée dans cette stratégie. En travaillant gratuitement pour des associations caritatives liées à la santé, Porter/Novelli réussit souvent à les persuader de défendre les intérêts de ses clients, de grosses sociétés (Kaplan 1993 cité dans Stauber et Rampton 2012 : 226).

<sup>9</sup> Les réunions de travail des différents *work packages* ou de coordination ont généralement lieu dans les locaux de l'agence, mais peuvent avoir lieu dans d'autres sites : services centraux de l'université de Lille 2, voire hôtels lorsque le prestige des invités l'exige.



de Vitamin, est diplômée d'un DESS de marketing et d'un DESS de management des institutions culturelles et avait entamé sa carrière dans le domaine artistique (ministère de la Culture, administratrice d'une compagnie de danse) puis avait exercé des fonctions de responsabilité dans un réseau de boutiques consacrées aux arts de la table fonctionnant par franchises (système qu'elle aurait transplanté à Epode<sup>10</sup>). Au côté de ces deux cadres très impliqués dans la stratégie de l'entreprise, l'équipe compte également Patrick, directeur conseil Epode France investi dans le développement international du programme en raison d'une trajectoire personnelle et professionnelle marquée par l'étranger (enfance passée en Afrique, gestion de différents projets de développement en Amérique Latine, expérience professionnelle à l'OMS). Suite à son licenciement, il sera remplacé par un autre consultant de l'équipe, bilingue en espagnol, ingénieur en innovation alimentaire et titulaire d'un master en sciences sociales appliquées aux comportements alimentaire (aujourd'hui inscrit en thèse à l'université de Laval Québec<sup>11</sup>). Le reste de l'équipe est constitué de jeunes stagiaires, bilingues en anglais, diplômés de Master de communication ou de sciences sociales appliquées à la nutrition humaine.

De plus, si l'agence n'est en théorie qu'un prestataire de service, j'ai progressivement pu découvrir avec Claudine, la *chairman* de mon work package, par ailleurs présidente de l'association FLVS, que Vitamin s'était appropriée le projet (jusqu'à être propriétaire de la marque et du concept<sup>12</sup>) à la faveur de la marginalisation progressive de l'association FLVS. Bien que cette dernière demeure indispensable (garante de la crédibilité du programme en tant qu'association reconnue d'intérêt public, son statut permet juridiquement aux sponsors privés de déduire fiscalement leurs dons par ailleurs), ce sont surtout les membres de l'équipe Epode de Vitamin qui entretiennent les relations avec les sponsors privés (et avec les collectivités territoriales partenaires). L'agence joue le rôle d'un courtier très discret. Du fait de la diversité de ces activités commerciales, elle se situe à l'interface entre la promotion d'Epode, les sponsors privés et les collectivités territoriales. Vitamin a ainsi longtemps été liée contractuellement avec l'Institut National de Prévention et d'Éducation à la Santé pour la communication du PNNS. Par ailleurs, l'agence compte de nombreux grands groupes dans son portfolio et conseille leurs stratégies de communication *corporate* en matière de santé. Aussi, pour certains partenaires privés, notamment les IAA, il peut sembler plus naturel de financer un programme piloté par un intermédiaire issu du monde de l'entreprise. Au-delà du fait que les sponsors privés et l'agence partagent les mêmes croyances et normes professionnelles (suprématie du management privé, de l'évaluation et la communication<sup>13</sup>),

---

<sup>10</sup> Brigitte a été particulièrement investie dans la rédaction du projet soumis, à trois reprises, à l'agence exécutive européenne de santé publique (la dernière fois en s'offrant les services d'un consultant spécialisé dans les appels à projet européens) (Entretien, Paris, 13 mai 2009). « Remerciée » quelques années plus tard, elle recréera à nouveau sa propre agence ; laquelle est aujourd'hui prestataire de service pour le programme VIF. Sa remplaçante, Nancy, est une avocate canadienne anglophone, mariée à un médecin gastroentérologue libanais, licenciée en littérature française, droit et commerce, qui a exercé pendant une quinzaine d'années dans de célèbres agences de communications internationales comme BBDO, Saatchi & Saatchi et Publicis en France (Notes de terrain, congrès Thao, Ibiza, 20-22 octobre 2010).

<sup>11</sup> Il est chercheur au sein de la Plateforme d'évaluation en prévention de l'obésité. Son ancien poste est confié à une jeune italo-allemande, issue de l'élite internationalisée et très fortement dotée en capital cosmopolite. Sa mère est professeure des Beaux Arts à Rome et son père a été manager dans l'industrie agroalimentaire essentiellement en Autriche et à Londres. Titulaire d'un master en psychologie clinique à Paris, elle a vécu un temps en Argentine à Buenos Aires et navigue sans peine entre le français, l'anglais, l'espagnol, l'italien et l'allemand (Notes de terrain, congrès Thao, Ibiza, 20-22 octobre 2010).

<sup>12</sup> Au passage, cela lui permet d'exiger des autres équipes européennes des royalties. C'est aussi ce qui explique que le programme français ait du changer de nom.

<sup>13</sup> Les propos de la *Health and Human nutrition manager* de Mars Europe traduisent ainsi un certain dédain pour les programmes publics et révèlent un désajustement entre les cultures professionnelles du public et du privé :



l'agence peut de surcroît apparaître comme un médiateur légitime entre les acteurs publics et des entreprises dont l'image est plutôt associée à la « malbouffe ».

En parallèle de l'équipe de coordination, et en dehors des sponsors public et privés dont l'EEN ne représente qu'une infime partie de leur activité, le *think and do tank* repose sur l'activité intellectuelle des quatre comités. Sans grande surprise, les travaux de chaque comité sont en pratique réalisés par les « post-doctorants » (qui ne sont pas tous « doc » d'ailleurs, même s'ils sont présentés comme docteurs dans les symposiums et réunions) : un post-doc en santé publique belge, vite remplacé par un sociologue flamand de l'Université de Gand approchant la cinquantaine et qui a multiplié les missions d'expertise depuis 1995 ; un docteur espagnol en biomécanique (Université Las Palmas de Gran Canaria, Sport Science) en post-doc à l'université de Saragosse ; une consultante en santé publique néerlandaise auprès des autorités locales de santé, initialement spécialisée dans la gestion des ressources humaines médicales et inscrite en thèse à l'Université Libre d'Amsterdam depuis 2010 ; et enfin un docteur en science politique lillois). Il n'y a rien de surprenant car les présidents sont avant tout là pour assurer une fonction de représentation et de courtage auprès des institutions de santé, ce d'autant plus qu'ils ne sont pas forcément très à l'aise avec les thématiques dont ils ont la charge.

A l'analyse, les *chairmen* apparaissent comme des courtiers multipositionnés qui ont consacré une grande partie de leur carrière à l'accumulation d'un capital scientifique de notoriété externe (Bourdieu 1984 : 128-132). Comme Claudine, professeur de nutrition lilloise, dotée de multiples casquettes, associatives (président de l'association FLVS et d'un réseau local de prise en charge de patients obèses), universitaires (chef du service de nutrition du Centre Hospitalier Universitaire de Lille, secrétaire général adjoint de la Société Française de Nutrition) et expertes (membre de différents comités d'experts du ministère de la Santé et de l'INPES et de celui du programme Epode), les trois autres universitaires disposent d'une surface sociale élargie assise sur des ressources internationalisées et en partie hétéronomes au champ scientifique. Le professeur de nutrition et de santé néerlandais est directeur de l'*Institute for Health Sciences* à Amsterdam, membre de différents comités éditoriaux (*European Journal of Clinical Nutrition*, *Public Health Nutrition*, *Obesity Facts* et *Obesity Journal*) et a présidé de nombreuses sociétés savantes (*European Association for the Study of Obesity*, *Netherlands Academy of Nutritional Sciences*, *Federation of European Nutrition Societies*). Mais il a également assuré des fonctions de conseil auprès de nombreuses institutions internationales de santé (*Netherlands Health Council*, OMS, *International Obesity Task Force*, *National Childhood Obesity Foundation* américaine). Le professeur de santé publique belge dirige pour sa part l'unité nutrition et sécurité sanitaire des aliments au sein du

---

« Le PNNS, c'est tellement euh... du saupoudrage ! Moi, je fais partie du programme régional nutrition santé [en Alsace], mais chaque année, ça me rend un petit peu... malade parce que... on a un budget qu'on saupoudre dans des petites activités (...). Pfff. Moi, je pense quand même qu'avoir une action concertée qu'après on décline en boule de neige, c'est beaucoup plus efficace que faire des choses complètement déconnectées à droite, à gauche, en bas, en haut du département... Et puis, il n'y a pas de *follow-up* ! (...) Le PNNS, il vous fait son bilan, il vous dit que c'est génial. Il le vend d'ailleurs très bien dans les autres États membres mais enfin, sur le fond, on n'est pas sûr qu'il y ait autant de résultats que ça, hein ! (...) Enfin, je ne suis pas convaincue du tout. [Alors qu'avec Epode], c'est un peu comme une religion, (...) ils ont tous la même foi dans ce qu'ils font » (entretien, Paris, 26 octobre 2009). Même son de cloche pour Nancy, directrice conseil canadienne, qui estime que « le PNNS, c'est que de la com', là où Epode, ce sont des actions de terrain » (Notes de terrain, congrès Thao, Ibiza, 20-22 octobre 2010). On pourrait de même multiplier à l'envi les saillies de Brigitte, co-directrice de l'EEN, contre l'intervention de l'Etat, le *nanny State*, en matière de santé et de nutrition : « le système communiste ou le système des Kibboutz (sic.) ne marchent pas », ni « la main invisible de l'Etat (sic.) dictant aux consommateurs ce qu'ils doivent acheter dans les supermarchés » (Notes de terrain, réunion du comité PPP de l'EEN, 24 octobre 2008, Paris).

département de Santé Publique de l'Université de Gand. Impliqué dans pas moins de huit projets de recherche internationaux, il est également membre du comité scientifique de l'Autorité alimentaire belge, du Conseil national de santé ainsi que du comité d'experts du programme Epode en Belgique. Le professeur de santé publique espagnol est, quant à lui, impliqué dans cinq projets de recherche européens dont une vaste étude qu'il coordonne sur l'alimentation des adolescents dans dix pays européens (projet IDEFICS). Dotés de titres universitaires prestigieux, ces individus garantissent par leur seule présence la qualité scientifique des travaux menés au sein du *think tank* ainsi que sa prétention à l'universalité et au désintéressement (Memmi 1996 : 41-47), ce qui est plus compliqué – convenons-en – pour les professionnels de la communication d'une agence prise dans des logiques marchandes. En outre, leur multipositionnement leur permet aussi de renforcer la légitimité universelle du programme par la pratique du « double jeu du national et de l'international » (Dezalay 2004 : 11). À l'interface de nombreux champs sociaux, nationaux et internationaux, ces courtiers peuvent ainsi brouiller les frontières qui séparent ces différents espaces, produire une expertise paneuropéenne et pluridisciplinaire et œuvrer à la dissémination du programme Epode.

Si cette approche externaliste des activités de l'EEN renseigne pour partie les conditions de succès du programme, mon expérience professionnelle au sein de ce *think and do tank* permet d'offrir en complément une approche internaliste de la production des énoncés experts. Être engagé dans un tel dispositif instrumental aiguise en effet la nécessaire réflexivité du sociologue sur ses propres pratiques, notamment par l'observation des relations entre soi et les autres.

## ***2 Ethnopraxie du travail expert : les sciences sociales entre légitimation et subversion***

Pour reprendre l'expression d'un membre de l'équipe de coordination, l'EEN doit « mettre de la science dans le modèle initial » pour adapter les différents programmes opérationnels se réclamant de la démarche Epode aux spécificités locales et contribuer à « disséminer » celle-ci dans le reste du monde. Mais de quelle science s'agit-il ? Comment est-elle produite ? Et quelles en sont les usages ? En orientant la focale sur ma propre contribution aux activités de l'EEN, je souhaite davantage insister sur l'apport heuristique de l'ethnopraxie pour saisir le travail intellectuel réalisé dans les think tanks. Ainsi après être revenu au préalable sur mon rapport à l'objet, qui a très largement conditionné mon insertion dans le terrain (2.1), je m'attarderai davantage sur la manière dont j'ai endossé le rôle d'expert. La participation observante m'a ainsi permis de faire l'apprentissage express des règles du jeu et de mieux cerner les attendus de cette activité. Comme l'écrit Daniel Céfai (2010 : 8) à propos de l'engagement ethnographique, il s'agissait de « se mettre à l'école des enquêtés » (2.2), même si cette indigénisation relative s'est profondément imprimée dans ma chair eu égard aux nombreux comportements schizophrènes, conflits de rôle, et auto-censure qu'elle impliquait (2.3). Au final, cette ethnopraxie singulière du travail d'expert permet de mieux cerner l'épistémologie spécifique de cette production scientifique, dont les usages ultérieurs sont néanmoins plus complexes que prévus (2.4).

### ***2.1 Un rapport à l'objet paradoxal***

Après ma soutenance de thèse, j'avais déjà fait l'expérience de ce qu'était une recherche appliquée (et interdisciplinaire) puisque j'avais été recruté à l'INRETS (IFSTAR aujourd'hui) pour travailler avec des ingénieurs spécialisés en accidentologie et des

géographes spécialisés dans la géolocalisation. Dans une démarche objectiviste, j'avais participé à la production d'une cartographie des accidents de la route, mettant en évidence un sur-risque dans les zones urbaines sensibles, qui ont ensuite été présentée aux techniciens de Lille Métropole (Fleury, Peytavin, Alam, Brénac 2010). Néanmoins, la recherche que je présente ici diffère de la précédente puisqu'elle est très largement financée par le privé et que la dimension opérationnelle de la recherche était directement explicite.

Avant même la fin de ce contrat, reconductible pour 6 mois, j'avais été contacté par Pierre Mathiot, mon directeur de thèse, et par Frédéric Sawicki (alors directeur du CERAPS) qui eux-mêmes avaient été contactés par le service recherche de Lille 2. Claudine, Une PU-PH de l'université Lille 2, chef du service nutrition au CHR, par ailleurs présidente de l'association Fleurbaix-Laventie Ville Santé cherchait un post-doctorant – elle envisageait au départ un juriste – pour travailler sur les PPP en matière de prévention de l'obésité infantile. J'ai donc saisi en janvier 2009 l'opportunité de récupérer un contrat de 18 mois, dans le cadre d'un programme européen, qui me permettait d'étoffer le caractère international de mon cv, supposait pas mal de déplacements à l'étranger tout en me permettant de découvrir et d'éprouver concrètement les transformations des politiques de recherche.

Cette recherche contractuelle, alimentaire au départ, mérite encore plus que les autres, d'objectiver – ne serait-ce que cursivement mon rapport à l'objet. Pour ne pas m'offrir à la critique de la complaisance narcissique, j'insiste sur le fait que toute enquête relève d'un point de vue, non pas au sens subjectif du terme, mais au sens littéral de point d'observation. Aussi, et pour aller vite, je suis issu de l'immigration libanaise, mon père est venu en France faire ses études de médecine à la fin des années 1960 et ma mère, issue d'une famille ouvrière catholique était institutrice dans une école maternelle publique. Je suis donc issu de la petite bourgeoisie de province, de la banlieue lilloise, et en dépit d'un faible capital culturel objectivé (hors bandes dessinées, la bibliothèque tient sur une étagère), j'ai passé un peu par hasard le concours de Sciences po Lille (mon père voulait que je fasse des études d'ingénieur, profession très idéalisée par la communauté libanaise). Par la suite j'ai séjourné à plusieurs reprises à Manchester, pour des raisons professionnelles et sentimentales ; et j'occupais au moment de la recherche au CERAPS et à Lille 2 la position d'un jeune chercheur en situation de précarité relative. En outre, j'ai été engagé tout au long des années 2000 dans les mouvements qui ont concerné l'université de près ou de loin (entre autres, mouvement des chercheurs, états généraux de la recherche, lutte contre le CPE, contre la LRU, etc.) et j'ai adhéré le soir de ma soutenance de thèse en 2007 à un parti de gauche qui a récemment fêté ses 90 ans.

Il me semble important de souligner ce rapport spécifique à l'objet parce que mon parcours universitaire et militant a été orienté – il me semble – vers l'idée de ne pas avoir à me « commettre dans le privé » et par la volonté de faire un métier qui a une « utilité sociale ». Ce court essai d'auto-socio analyse permet de mettre en relief combien j'ai vécu au début cette plongée en terre inconnue avec une certaine appréhension. En effet, j'étais confronté au monde de l'entreprise, plus précisément à l'univers de la *communication corporate*, dont j'avais des difficultés à cerner les points de repère et les interdits. Par ailleurs, il est clair que la collecte de données a été en partie cadrée par des impensés militants mais aussi par une volonté implicite de défendre, non pas la supériorité de la recherche universitaire sur le monde marchand, mais en tous les cas son autonomie.

Si je n'étais pas responsable du *work package* et que mon nom propre importait finalement assez peu, j'ai assez vite compris que je serai celui qui rédigerait le rapport. Aussi,

jeune docteur cherchant à asseoir la crédibilité de son expertise, je m'attachais par exemple à souligner mon appartenance au monde universitaire en recourant très tôt à de nombreuses références bibliographiques et en employant un jargon et des concepts compliqués pour renforcer l'autorité de mes arguments. En outre, le fait que cette recherche se fasse dans le cadre d'un CDD explique aussi que j'ai pu au départ dégager des marges de manœuvre – même si cela n'est pas allé jusqu'à renégocier la commande – puisque il est bien évident que la précarité associée au statut peut également être une ressource<sup>14</sup>. Ne serait-ce que d'un point de vue vestimentaire, par exemple, j'ai soigneusement évité de singer les consultants qui portaient le costume cravate de rigueur. Il s'agit sans doute ici d'une forme de distinction, mais qui est très vite devenue pour moi, vis-à-vis des acteurs de la santé publique et des ONG, un signe d'indépendance (parce qu'il est clair que la question qui vous finance, est revenue régulièrement, quand ce n'était pas « *so tell me what does Nestlé want to know ?* »).

Bref, me voici donc embarqué dans une recherche appliquée qui dès le départ s'éloigne d'une recherche scientifique classique (i.e. autonome, distanciée et désintéressée) : les questions ne sont pas formulées par le chercheur, elles sont hétéronomes, définies par d'autres (les membres du *board*) et ont une ambition gestionnaire, normative et opérationnelle. L'objectif est de produire des recommandations : comment garantir l'intérêt général dans un PPP ? Comment s'assurer que le PPP est win-win ? Quelle charte éthique pour le partenariat ? Etc.). L'hétéronomie des conditions de recherche est en outre redoublée par la temporalité très courte du programme, pilotée à grand renfort de diagrammes de Gantt et cadencée par le rendu de livrables : présentations *powerpoint* dans réunions et symposiums, rapports intermédiaire et final. Même la méthodologie est définie à l'avance : une vingtaine d'entretiens de face-à-face, d'« expert à expert », sans compter que Patrick me recommandait certains bons clients (untel de l'International Business Leader Forum, untel du Parlement Européen, untel de l'Oxford Health Alliance). Au-delà des entretiens, j'ai quand même réussi à imposer le recours à d'autres techniques d'enquête, notamment d'observation ethnographique (de congrès des programmes nationaux à Mouscron, à Ibiza, des réunions de formation, de coordination à Paris et à Bruxelles ou des comités de pilotage locaux), mais j'ai souvent rencontré des obstacles, notamment l'impossibilité de consulter les archives de l'agence (soit disant inexistantes), ou encore d'assister à certaines réunions avec les partenaires privés<sup>15</sup>.

## ***2.2 La participation observante dans un think tank : ethnopraxie du travail expert***

La participation observante est souvent pensée comme éloignée des règles canoniques de la méthode sociologique élaborées autour de la croyance en la neutralité axiologique wébérienne, celle d'un « sociologue sans qualités » (Naudier, Simonet 2011). Pourtant, cette posture de recherche permet d'accéder à l'action publique en train de se faire de même qu'à la littérature grise pertinente, aux réunions de travail, aux échanges de mail, aux discussions de couloir, là où les postures plus classiques sont condamnées à travailler de l'extérieur et « après la bataille » (Corcuff, Sanier 2000). Cet accès privilégié aux coulisses immunise ainsi contre les approches textualistes et scolastiques des politiques publiques qui trop souvent les

---

<sup>14</sup> De plus, mon rapport au think tank a très largement évolué puisque je suis parvenu à sortir de ma dépendance contractuelle à la fin 2009 en obtenant un autre post-doc à l'EHESS dans le cadre de l'ANR « Benchmark » dirigée par Isabelle Bruno et Emmanuel Didier et, mieux, à être recruté en juin 2010 à l'université de Lille 2 comme maître de conférences. J'ai quand même fait le choix de poursuivre la collaboration, même si je travaillais désormais « avec eux » et non plus « pour eux ».

<sup>15</sup> Alors que je lui faisais part de mon étonnement, Patrick, le directeur conseil de l'EEN, m'a juré que la décision venait des partenaires et non de l'agence car ils me considéraient comme « hostile ».

dépeignent sous un angle excessivement rationnel, pacifié et ordonné et expliquent le changement par la seule grâce des idées<sup>16</sup> (Desage, Godard 2005). Par la fréquence des contacts professionnels, la participation observante permet également d'accéder aux pratiques et aux propriétés sociales des acteurs (Schwartz 1993) de manière moins violente et aléatoire qu'à travers les entretiens semi-directifs dont doivent se satisfaire les postures plus traditionnelles (Bongrand, Laborier 2005).

Mieux, le chercheur embarqué est susceptible de produire une sociologie du travail du milieu où il évolue à travers l'observation ethnographique et l'ethnopraxie qui font de « l'expérience incarnée de l'enquêteur » le principal médium de l'enquête (Céfaï 2010 : 7). En particulier, la relation contractuelle et le don-contre-don qu'elle implique, sont des vecteurs d'indigénisation. Cette « expérience sociale provoquée » par laquelle on se trouve forcé de construire des comportements appropriés à un nouveau milieu constitue une « forme de mise à l'épreuve de soi consécutive au dépaysement suscité qui crée de nouvelles connaissances à intégrer » (Peneff 2009 : 9). En plongeant dans l'univers professionnel étudié, le chercheur embarqué pénètre et s'approprie les catégories de pensée, les implicites, les codes et les routines de ses enquêtés. Dans mon cas, cette indigénisation était très fortement encadrée par mes collègues temporaires au point que, par exemple, mes communications *powerpoint* passaient toujours par leur filtre, faisant l'objet de demandes de modification de forme comme de fond : suppression de diapositives difficiles à interpréter, simplification du texte, modification de certains adjectifs ou verbes<sup>17</sup> ...

Il est difficile d'étudier comment les corps sont domestiqués lorsqu'on est concerné au premier chef, et que l'apprentissage de l'orthopraxie s'opère de manière incidieuse, souvent inconsciente. Néanmoins, du fait de son multipositionnement, l'indigénisation du chercheur n'est jamais totalement aboutie. Aussi, ce dernier adopte inévitablement des comportements incongrus, commet des faux-pas, qui loin de constituer des artefacts, tels qu'une approche positiviste de la science pourrait les concevoir, sont des perturbations particulièrement heuristiques. De ce point de vue, l'hétéropraxie, induite par le non respect des rites institutionnels, peut aider à saisir en négatif l'orthopraxie. Mais là encore, les rappels à l'ordre sont le plus souvent subtils et indirects, dans le cadre de discussions courtoises et « constructives<sup>18</sup> ». L'hétéropraxie est parfois moquée sur le ton de la plaisanterie ou de

---

<sup>16</sup> Par exemple, à l'occasion d'un congrès du programme Thao organisé à Ibiza, cette posture m'a permis de saisir assez rapidement les enjeux des tensions entre agences de communication française et espagnole autour de la paternité de la méthodologie Epoque. A la sortie du restaurant du Casino (le « Jackpot ») sur le port d'Eivissa où nous avons déjeuné ensemble un repas bien arrosé, Nancy, identifia pour moi l'un des dirigeants de la holding concurrente (« he's the godfather »), lui prêtant ensuite des relations mafieuses en Colombie susceptibles d'expliquer le succès de Thao en Amérique Latine. Le même soir, lors d'un cocktail, alors que je m'approche de ce dernier (membre du Board et du comité stratégique de la holding basée à Bruxelles et CEO de plusieurs agences conseil en communication), il me prend mon badge à lacet pour mieux lire mon nom et mon institution d'appartenance, puis me le jette à la figure : « Oui, je vois, Vitamin ! Enfin, bon, l'EEN ! » (Notes de terrain, congrès Thao, Ibiza, 20-22 octobre 2010). Ces vignettes ethnographiques sont plus à même d'explicitier les relations tendues entre les deux agences, Vitamin cherchant à standardiser la méthodologie par le biais de l'EEN alors que Thao tend à s'en émanciper. De la même manière, j'ai pu saisir de nombreux indices étayant les luttes internes entre Vitamin et l'association FLVS, au point d'y prendre part indirectement (j'y reviendrai plus loin).

<sup>17</sup> Jeu subtil sur les mots ou volonté de ménager les susceptibilités des financeurs, Patrick a insisté pour remplacer la phrase « what *can* the private partners get » par « what *could* private partners get ». De même, il a souhaité que je passe sous silence la *slide* consacrée à « l'offre éthique de l'entreprise », la jugeant trop compliquée. Notes de terrain, European Congress on Obesity, Amsterdam, 4 mai 2009.

<sup>18</sup> Lors d'un séminaire de travail à Lille, et alors que j'exposais des pistes de recommandation, j'ai mentionné les travaux de l'International Obesity Task Force, une ONG concurrente comme je l'ai compris par la suite. En effet, une lobbyiste du groupe Nestlé est venue me voir à la fin pour suggérer d'utiliser l'adjectif « *relevant* »

l'ironie, ce qui n'en constitue pas moins un rappel à l'ordre à peine voilé, un rappel à l'ordre d'autant plus efficace qu'il est exprimé sur le mode du sous-entendu, de l'allusion, et peut donc être nié<sup>19</sup> : « On n'est pas tenu d'y faire face » (Goffman, 1974 : 29). Ces épisodes, qu'on pourrait multiplier à l'envi, et marquent durablement le chercheur embarqué, le transforme à bien des égards, révèlent donc beaucoup de ce que les enquêtés considèrent comme l'orthopraxie de leur univers professionnel.

On peut ainsi appliquer presque mot pour mot à mon expérience d'enquête ce que décrit Loïc Wacquant à propos de l'apprentissage de la boxe (2001 : 71) « *Il faudrait, pour décrire, adéquatement le processus presque insensible qui mène à se prendre au jeu et à s'y investir (plus même que l'on ne le souhaiterait parfois), qui conduit de l'horreur ou de l'indifférence initiales, mêlées de honte de son corps et d'embarras, à la curiosité puis à l'intérêt pugilistique, voire au plaisir charnel de boxer et à l'envie d'en découdre sur le ring, pouvoir citer in extenso les notes prises après chaque séance d'entraînement au fil des mois. Leur redondance même permettrait de faire saisir concrètement le lent glissement qui s'effectue d'une semaine sur l'autre dans la maîtrise des mouvements, la compréhension – le plus souvent rétrospective et purement gestuelle – de la technique pugilistique, et la modification qui intervient dans le rapport à son corps et dans sa perception de la salle et des activités dont elle est le support. L'assimilation du pugilisme est le fruit d'un travail d'intéressement du corps et de l'esprit qui, produit par répétition à l'infini des mêmes gestes, procède par une série discontinue de déplacements infimes, difficilement repérables individuellement, mais dont le cumul dans la durée produit des progrès sensibles, sans que l'on puisse jamais ni les séparer, ni les dater, ni les mesurer précisément* ».

### **2.3 Exit, voice, loyalty ? Se conformer temporairement aux attentes des partenaires pour ne pas perdre la face ni son boulot**

Comme on l'a vu plus haut, l'indigénisation s'opère de manière diffuse, insensible et partiellement impensée. Dans une approche très interactionniste, on doit particulièrement insister sur la nécessité quotidienne d'éviter les bévues, les gaffes, les malaises et admettre, en suivant l'invite de Ernest Gellner (1986 : 32-33), que « les hommes ne maximisent rien du tout ni ne cherchent à atteindre un but concrètement indentifiable, mais tiennent tout simplement à être intégrés ou à demeurer dans une pièce qui se déroule. Le rôle est sa propre récompense ». C'est d'ailleurs ce que révèlent les gaffes, ces moments qui nous rappellent que dans les interactions, « quelque rôle que l'on tienne, on joue toujours en plus celui d'interactant » (Goffman, 1974 : 103). Pour le dire autrement, une forme de contrôle social s'opère dans certaines interactions, comme les réunions collectives où quelque soit le rôle que l'on endosse, universitaire ou expert, on ne peut suspendre les règles de l'étiquette, contredire systématiquement nos collègues et employeurs. La vignette ethnographique ci-dessous, qui

---

plutôt que « *legitimate* » à propos de cette expertise, puis j'ai eu une longue discussion avec Patrick à propos de la figure de proue de cette ONG, le professeur Philip James, connu pour ses positions critiques vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire. Selon lui, il faudrait s'intéresser de manière symétrique au financement de cette ONG parce que Philip James, lui aussi, « voyage en *business class*! ». En laissant entendre que l'IOTF est financée par l'industrie pharmaceutique, il s'agit de relativiser l'importance du financement privé de l'EEN. Progressivement, mais sans doute aussi pour d'autres raisons, j'ai abandonné la référence à l'IOTF. Notes de terrain, Services centraux de l'université de Lille 2, Lille, 29 avril 2009.

<sup>19</sup> J'ai par exemple beaucoup appris à utiliser *powerpoint*, logiciel que j'utilisais peu auparavant. Les commentaires et plaisanteries portaient autant sur la forme que sur les moments de présentation, qui ont bien faire sourire les communicants, tant je m'évertuais à me retourner vers l'écran géant pour expliciter les diapositives plutôt que de regarder le public. Notes de terrain, Bruxelles, 3 décembre 2009.

relate une épreuve traumatisante à laquelle j'ai été confrontée, permet d'incarner davantage la réflexion.

### *Une prise de parole sceptique devenue hérétique*

Alors que les quelques réunions préparatoires s'étaient déroulées sans heurts, ma présentation devant le *Board* en marge du congrès européen sur l'obésité de 2009 à Amsterdam, 4 mois après ma prise de fonction, n'a pas laissé indifférent. Parmi les points discutés, j'avais notamment présenté les fondations théoriques du PPP, à savoir que les interactions entre acteurs publics et privés étaient réputées se fonder dès le début sur la « confiance » et les « bénéfices mutuels », devant engendrer une situation « gagnant-gagnant », et pensées comme des opérations techniques et politiquement neutres. A propos de la vogue des PPP, j'évoquais d'une part que les PPP s'inscrivaient dans une longue histoire consubstantielle à celle de l'Etat (Hood, 1998, Wettenhall, 2003) et soulignais, d'autre part, qu'on assistait néanmoins à une « marchandisation » de l'éthique, devenue une « offre » du monde de l'entreprise (Salmon, 2004). En outre, en rappelant toutefois que pour comprendre les PPP, il fallait sortir de l'hypothèse d'une confrontation entre « mondes hostiles », j'énumérais les bénéfices attendus des sponsors, à savoir « une forme discrète de lobbying » (gain en influence, cadrage de l'agenda public et du problème), une « stratégie de communication subtile » (gain en ressources symboliques : image, légitimité, réputation) et enfin des « bénéfices matériels » tels que les « crédits d'impôt » ou encore le respect de législations nationales sur la RSE. Il me semblait en effet que, pour comprendre les PPP et les encadrer, il fallait en exposer les rétributions. Enfin, de manière plus pragmatique, je m'interrogeais sur les recommandations à produire : quelle est la priorité en matière « d'analyse du risque » ? Maximiser les financements, garantir la pérennité du programme ou prévenir le conflit d'intérêt et limiter l'intervention des partenaires privés dans le programme ? A l'inverse, est-ce que l'édiction de règles de gouvernance strictes n'allait pas minimiser la participation des partenaires ?

## What criteria should be consider to prioritise the risks?

- What is the priority ?

*Maximising fundings, Guarantee the programme's durability*



*Prevent conflict of interest (no private partners' intervention in the programme)*

Dr Thomas Alam - Université de Lille 2  
(CERAPS)

Au fur et à mesure de la présentation, le sentiment de désajustement grandissait. Mais je n'avais pas imaginé à quel point ce scepticisme méthodologique allait m'isoler durablement. L'échange avec Brigitte (co-directrice) résume peut-être le mieux le malentendu. D'une part, elle me recommanda de sortir de la « dimension idéologique » pour m'intéresser davantage au partenariat local : « est-ce que les acteurs privés sont légitimes à intervenir dans les programmes de santé communautaire ? ». J'ai beau répondre que ma communication n'a pas été comprise, que le fait d'être taxé d'idéologue lorsqu'on questionne le PPP confirme l'idée que les PPP se présentent comme des opérations techniques qui ont réussi à faire oublier qu'ils relevaient d'une forme d'idéologie, et que la légitimité des acteurs privés est une question politique et non scientifique, le discours ne



passé pas : « L'important n'est pas ce que je pense, ou ce que tu penses, mais ce que les acteurs du terrain pensent et font ! ». Je n'ai aucun allié, pas même Claudine, la chairman de mon WP, qui se désolidarise d'entrée. Parmi d'autres réactions autour de la table, le directeur général de la DG Sanco après avoir moqué la référence à Sir Francis Drake, me conseille de changer de vocabulaire, de privilégier le terme de « coopération volontaire », moins chargé symboliquement que le PPP, et surtout de définir des paramètres : « Talk about evaluation and accountability. Set explicit public good goals from the beginning, then develop monitoring and evaluation ». Cette interaction suffit à retranscrire le dédain pour le travail universitaire en sciences sociales, la critique de l'intellectualisme inutile contre la pertinence de l'évaluation managériale chiffrée.

Le violent courriel reçu deux jours après cette épreuve est un ultime rappel à l'ordre :

« Cher Thomas,

*Je reviens vers toi pour faire le point sur ton implication dans l'EEN et l'avancement des travaux (...).*

*En tant que directrice de [l'EEN], je suis sincèrement inquiète (...) sur l'avancement de tes travaux mais également sur **l'angle et ton positionnement qui ne correspondent ni à nos engagements réciproques, ni à nos attentes.** (...) Comme tu le sais notre engagement dans l'EEN est strictement encadré par un « Grant agreement » signé avec le DG Sanco. L'ensemble des partenaires s'engage à délivrer dans un temps limité un certain nombre d'éléments qui nous permettent de mieux comprendre, valoriser et faire connaître la méthodologie EPODE (...) et c'est pour cette raison que nous avons levé des fonds permettant d'avoir des post doc dédiés pour chaque thématique.*

*A la lumière de tes premiers travaux, il nous semble primordial et fondamental de préciser les éléments ci après : **Le cadre général du « grant agreement » n'est pas négociable.** Par conséquent même si il est important de définir l'approche, notre objectif n'est pas de questionner la pertinence ou pas du PPP pour la mise en œuvre d'un Programme de type EPODE mais de trouver des solutions innovantes qui permettent de régir de façon souple et efficace les relations entre les différents acteurs impliqués dans un programme de type EPODE à l'échelle nationale, régionale et locale (...)*

*Suite à la réunion du board, instance de validation et décisionnaire, il convient d'intégrer l'ensemble des remarques faites et ainsi réorienter tes travaux. (...) Il faut que **tu t'engages dès maintenant** dans l'élaboration de recommandations concrètes qui seront validées par le prochain comité sur le PPP et présentées lors du symposium de l'EEN (...).*

***Enfin, si tu ne te sens pas en phase avec la philosophie de la démarche EPODE, avec le Projet de l'EEN tel qu'accepté par la DG Santé et Consommateurs, et avec les orientations précitées nous pouvons aussi reconsidérer les modalités de poursuite de notre collaboration.***

*Je reste à ta disposition pour répondre à tes éventuelles questions le 13 mai à l'heure convenue.*

*Très cordialement »*

Cette interaction extrêmement violente m'a très profondément affectée. Elle venait conforter mes appréhensions initiales en soulignant tout à la fois la différence de postures entre expert et universitaire<sup>20</sup> ainsi que le fossé entre mon activité professionnelle et mes engagements militants. *Exit, voice* ou *loyalty* ? Telle était déjà la réflexion qui m'animait alors que je déambulais, hagard, le long des canaux d'Amsterdam à la sortie de cette réunion. Pour des raisons principalement matérielles, j'ai fait le choix de la loyauté et ai renvoyé un mail

<sup>20</sup> Ce qu'écrit Vincent de Gaulejac (2009 : 78) à propos des sciences de la gestion se vérifie clairement ici : « La pensée est considérée comme inutile si elle ne permet pas de contribuer à l'efficacité du système. Chaque individu est reconnu selon ses capacités à en améliorer le fonctionnement. La pertinence et la connaissance est mesurée à l'aune de son utilité pour l'organisation. Il est difficile, dans ce contexte, de développer une pensée critique, sauf si la critique est 'constructive'. On peut exercer sa liberté de pensée et de parole à condition que cette liberté serve à améliorer les performances. Celui qui soulève un problème sans en apporter la solution est perçu comme un gêneur, un être négatif, ou même un contestataire qu'il vaut mieux éliminer. Le conformisme est le pendant de l'utilitarisme ».

circonstancié regrettant que l'on me prêle « des catégories d'entendement binaires (en gros privé=mal) qui n'ont pas de place dans la démarche scientifique » pour continuer ensuite comme si rien ne s'était passé. C'est sans doute le dire très vite car cette épreuve a été fondamentale dans la transformation de mes manières d'être, dans la sélection de ce qui est dicible et indicible ou dans les manières de présenter mes arguments : je ne parlais plus ensuite de « conflits d'intérêt » mais de « croyance » ou « suspicion » de conflits d'intérêt, je ne faisais plus part non plus de mes doutes, ni des passages trop « académiques ». Mais peut-être aussi avais-je véritablement changé ma manière d'appréhender les PPP. Je me souviens notamment d'une discussion avec un collègue doctorant de mon laboratoire qui estimait en m'écoutant que « j'étais passé du côté obscur de la force ». Sans vouloir l'admettre, comme j'ai pu m'en rendre compte *a posteriori*<sup>21</sup>, je me suis soumis de manière très imperceptible à l'autocensure. De ce point de vue, maintenir de bonnes relations avec les enquêtés, n'est pas seulement une précaution méthodologique ou professionnelle, c'est sans doute avant tout un impératif de figuration (Goffman 1974 : 15). Mais cela renvoie aussi assurément à la « peur d'être contre » qu'évoque Bourdieu dans « La représentation politique » même si cela s'applique mieux à la discipline militaire et militante : « *Toute opposition de l'intérieur étant vouée à apparaître comme collusion avec l'ennemi, elle renforce la militarisation qu'elle combat en renforçant l'unanimité du « nous » assiégé qui prédispose à l'obéissance militaire ; la dynamique historique du champ de luttes entre orthodoxes et hérétiques, tenants du pour et du contre, cède la place à la mécanique de l'appareil qui annule toute possibilité pratique d'être contre, par une exploitation semi-rationnelle des effets psychosomatiques de l'exaltation de l'unanimité des adhésions et des aversions, ou, à l'inverse de l'angoisse et de l'exclusion et de l'excommunication* » (Bourdieu, 1981 : 24).

Comme le montre cette forme expérimentale de l'observation qu'est l'ethnopraxie, l'« embarquement » du chercheur dans ce think tank est très loin de s'apparenter au théâtre vaudevillien qu'évoque Medvetz (2010). Le chercheur, de par sa multipositionnalité, est susceptible d'être pris dans de nombreux conflits de rôle souvent particulièrement douloureux. Si on a relaté de nombreux quiproquo et l'entremêlement des relations, le comique de situation ne peut fait rire qu'un public distancié du monde de la recherche et peu au fait de ses transformations. Au-delà de la spécificité du cas d'étude, la participation observante réflexive me semble susceptible d'éclairer les attentes de rôle ainsi que les usages sociaux complexes des sciences sociales dans un think tank.

#### **2.4 Une épistémologie tournée vers l'action**

Cette recherche embarquée informe ici doublement sur les usages politiques, sociaux voire économiques des sciences sociales par les principaux acteurs du *think and do tank*. En premier lieu, de même qu'il y a un intérêt heuristique à devenir boxeur pour fabriquer et subir soi-même l'habitus pugilistique (Wacquant, 2000), l'engagement dans un *think tank* permet d'appréhender le monde de l'entreprise et du conseil en payant de sa personne et en subissant dans sa chair les contraintes de ce milieu professionnel. Comme l'incarne l'encadré ci-dessus, seule la participation observante est en mesure de révéler combien la posture universitaire est difficilement conciliable avec le rôle d'expert (soumission à la règle hiérarchique, évaluation

---

<sup>21</sup> Au début de l'année 2011, l'équipe de coordination, Claudine et moi rencontrons des membres du projet européen *Obesity Governance*. Alors qu'ils nous interrogent sur l'existence de conflits au sein du *think tank*, je ne prends pas part à la discussion mais décide de les raccompagner à la gare pour mieux leur exposer mon analyse du programme Epode. Par la suite, j'aurai l'occasion de rendre un rapport sur Epode pour leur projet et de participer à des réunions avec différents stakeholders où j'ai été étonné comparativement de la liberté de ton vis-à-vis des PPP ; un dispositif beaucoup moins consensuel que je ne commençais à le penser.

par les commanditaires et non par les pairs, absence d'indépendance dans la recherche, urgence des résultats, produire de l'indiscutabilité...). De ce point de vue, les recommandations que j'ai pu formulées s'adosent à une forme de « monstration » scientifique (Alam, Godard 2007) de leur pertinence : monstration comme antonyme de « démonstration », puisque les recommandations formulées peuvent difficilement être imputées au travail d'enquête effectivement réalisé ; monstration comme acte de « montrer » ou donner à voir la réforme ; monstration comme déformation monstrueuse des savoirs et savoir-faire sociologiques.

L'idéal mertonien de l'autonomie de la recherche est en effet très largement mis à mal par la commande publique-privée, mais aussi par les attentes des commanditaires de l'EEN (produire des *guidelines* et une charte éthique pour encadrer le PPP) et l'hétéronomie des questions de recherche du WP : Quelle est la définition d'un PPP efficace ? Quels sont les points critiques ? Quels sont les facteurs de succès ? Quels acteurs doivent être impliqués ? Quelles règles adopter pour une collaboration fructueuse ? Comment garantir l'intérêt général ? Comment prévenir le conflit d'intérêt ? Quelles structures mettre en place pour assurer la transparence ? Comment s'assurer que la communication des partenaires n'affecte pas la réputation du projet ? Etc. A l'instar des préoccupations des sciences de la gestion, ces questionnements – destinés à améliorer l'efficacité ou, tout au moins, la légitimité du PPP – reflètent une théorie fonctionnaliste implicite qui considère l'organisation, le programme, comme « une donnée, une entité qui a un fonctionnement “normal” et dont la finalité est d'assurer sa reproduction » (de Gaulejac 2009 : 73). Cette invite à traquer les dysfonctionnements « sous-tend l'existence d'une norme de fonctionnement présentée comme idéale [mais] cet idéal est rarement questionné, comme s'il allait de soi, parce qu'il fait l'objet d'une acceptation tacite considérée comme indiscutable » (de Gaulejac 2009 : 74).

Partir de ces questionnements normatifs apparaît alors comme un véritable dilemme épistémologique pour un sociologue de l'action publique qui considère que ces questions relèvent de choix décisionnels qui appartiennent aux gestionnaires du programme. Il doit être un expert « généraliste » capable de prendre de la hauteur, de sortir des limites de sa spécialité et accomplir la « performance normative » qu'on attend de lui. Sauf à renoncer à toute forme de réflexivité, la posture d'expert est source de nombreux « conflits de rôle » pour le sociologue soucieux d'éviter les « gaffes » (Gellner 1986). Ceci tient pour partie à la nécessité redoublée de contrôler ses impensés normatifs mais, surtout, à accepter temporairement l'illusion qu'il existerait une attitude impartiale et non engagée. Ce sentiment de désajustement du sociologue puis l'apprentissage express des règles du jeu de l'expertise pour ne pas perdre la face constituent autant de « données poignantes » (Katz 2010) qui, plus que des longs détours théoriques, révèlent les attendus du travail expert. En l'espèce, il s'agit de troquer l'épistémologie wébérienne des sciences sociales, caractérisée par la démarche compréhensive, au profit d'une épistémologie « experte », rationaliste, scientiste et radicalement tournée vers l'action<sup>22</sup>. Dans un univers qu'il sait pourtant incertain, conflictuel, et non-poppérien, celui-ci doit trancher, « dire la norme » (sur ce qui est « éthique » ou sur la sauvegarde de l'intérêt général), produire de l'« universel », de l'« indiscutable », et « négocier avec cette tension entre réserve scientifique et volonté expressive, neutralité et

---

<sup>22</sup> Comme le note Vincent de Gaulejac (2009 : 38), « [e]n allant chercher du côté des sciences exactes une scientificité qu'elles n'ont pu conquérir par elles-mêmes, les sciences de la gestion servent en définitive de support au pouvoir managérial. Elles légitiment une pensée objectiviste, utilitariste, fonctionnaliste et positiviste ». Il n'en reste pas moins que l'épistémologie de cette « discipline multiforme sans corpus propre » n'est pas évidente : « Alors qu'une discipline scientifique se définit par rapport à son objet, la nature pour la physique, le vivant pour la biologie, (...) la gestion passe à côté de son objet » en se définissant par rapport à un « but pratique, faire fonctionner l'entreprise » (de Gaulejac 2009 : 67-68).

valeur, spécialité et généralité, description et prescription, fait et droit » (Memmi 1996 : 75), bref endosser les habits (trop grand pour lui) du moraliste.

L'exercice est d'autant plus délicat que l'EEN est un *advocacy tank* dont les activités principales relèvent d'un investissement marketing conséquent (Alam 2011, Bergeron *et al* 2011). A cet égard, séminaires, symposiums, *book of recommendations*, film promotionnel, et interviews... – ne font que marteler que le programme est un succès. A travers le vernis d'objectivité qu'il offre, le travail de recherche véhicule et amplifie ce message essentiel (Stone 2007 : 272). Dans un tel dispositif instrumental, conforté par une littérature experte assez peu critique vis-à-vis des partenariats public-privé en santé (en dépit de quelques exceptions : Richter 2004), et par des documents stratégiques plutôt favorables aux PPP (WHO Europe 2006, Commission européenne 2007), il n'était pas question que je remette en cause la pertinence du PPP mais bien de contribuer à sa légitimation (Alam 2011). Ainsi, même si j'ai par exemple refusé de participer à un film promotionnel<sup>23</sup> en prétextant un empêchement, je me suis pour l'essentiel conformé aux attentes de rôle lors des symposiums de décembre 2009 et avril 2011, en présentant une description gestionnaire des PPP et des recommandations inspirées de ce qui se fait dans des agences d'expertise publiques (créer un comité de pilotage des partenariats dont les membres déclarent publiquement leurs intérêts, exiger la transparence des réunions des comités d'experts, créer un comité du PPP, etc.).

Si l'expertise sociologique a donc servi à rationaliser les pratiques des acteurs et à entretenir la légitimité du programme, elle a néanmoins aussi contribué à le subvertir partiellement. Alors même que l'essentiel des activités du think tank avait pour but de mettre en scène la *success story* du programme Epode autour d'une neutralité pragmatique, technique et gestionnaire, j'ai pu contribuer, par touches successives, à politiser les décisions internes. Aussi paradoxal que cela puisse paraître vis-à-vis de professionnels de la communication ou de lobbyistes de l'industrie agroalimentaire, j'ai déjà pu introduire des arguments économiques dans un milieu entrepreneurial qui n'affichait guère cette dimension pécuniaire en insistant par exemple sur l'importance du turn-over des partenaires privés, sur « l'offre éthique » des entreprises mais surtout en rappelant que l'agence Vitamin avait proprement phagocyté le programme Epode (dépôt de la marque et des concepts associés à l'INPI, prélèvements directs sur les comptes de l'association FLVS, facturation excessive des prestations de service...). En effet, la recherche sociologique, par les questions qu'elle pose, permet d'éclairer des zones d'ombre (le multipositionnement, le double jeu de certains acteurs clé, les activités de propagation de la foi, les mécanismes d'intéressement des collectivités territoriales, etc.) qui sont hors du périmètre du travail expert. Sans sombrer dans le narcissisme, c'est bien parce que le sociologue embarqué regarde le doigt plus que la lune (Alam 2011) que Claudine, chairman du work package, a pu réaliser l'étendue de sa naïveté vis-à-vis de Vitamin. Au moment de la rédaction des recommandations, la configuration des rapports de force était en outre particulièrement modifiée, puisque non seulement mon statut avait changé (d'abord post-doc dans un autre programme de recherche puis recruté comme

---

<sup>23</sup> S'il est courant de critiquer la place prise par le logiciel *powerpoint* dans les communications orales et son influence sur la structuration de la pensée (Frommer, 2010), la place accordée à la vidéo dans le dernier symposium de l'EEN à Bruxelles en avril 2011 est tout à fait emblématique de l'emprise des techniques de communication. Plusieurs équipes nationales ont ainsi présenté leur programme (*Project Obesidade Zero* au Portugal, *I'm leaving healthy too* en Roumanie) à partir d'un film vantant les mérites de leur action de manière très peu distanciée. L'équipe de coordination de l'EEN (agence Vitamin) a elle aussi présenté un film d'une dizaine de minutes qui dépeignait Epode comme une *success story* mondiale, portée par la Commission européenne, soutenue par les partenaires privés, et étayée par les recommandations des experts universitaires. Cette présentation, en préambule du symposium, n'a appelé aucun débat, tout comme la table ronde sur le PPP, *faute de temps*, n'a été suivie d'aucune question. Cette vidéo est disponible : <http://epode-european-network.com/fr/een-interviews/209-movie-een.html> (document consulté le 11 juin 2013)

MCF, je travaillais *avec* et non plus *pour* l'EEN), mais, surtout, Claudine était particulièrement remontée contre l'agence Vitamin suite aux licenciements successifs de Brigitte et de Patrick<sup>24</sup> dont elle était très proche. Pour l'agence Vitamin, les conséquences de l'EEN ont d'ailleurs été catastrophiques puisque à l'issue de ce programme, l'association FLVS a dénoncé le contrat qui la liait à Vitamin en France et qu'elle travaille désormais avec d'autres agences.

### **Conclusion**

Enquêter en sous-marin au sein de l'EEN a permis de mettre en évidence, au-delà des discours d'acteurs, que ce *think and do tank* ne se laissait pas enfermer dans des catégories pré-construites. Organisation floue et réticulaire, l'EEN s'apparente avant tout à un collectif hybride orienté vers la légitimation du programme dont il porte le nom. En rentant au cœur du dispositif, la participation observante permet de renseigner les conditions de « succès » de ce programme. Mais en faisant de l'expérience incarnée du chercheur embarqué le médium de l'enquête, l'ethnopraxie permet aussi de réfléchir, dans une approche internaliste et réflexive, à la production des énoncés experts et à leurs usages. Abordée de manière réflexive, l'indigénisation peut s'avérer particulièrement heuristique : « "Go native", *mais* "Go native armed", *équipé de tous vos outils théoriques et méthodologiques, avec toutes les problématiques héritées de votre discipline, avec votre capacité de réflexivité et d'analyse, et guidé par un constant effort pour, une fois passée l'épreuve initiatique, objectiver cette expérience et construire l'objet – plutôt que de vous laisser naïvement embrasser et construire par lui. Allez-y, devenez indigènes, mais revenez en sociologues !* » (Wacquant 2011 : 214-215).

Davantage que dans des situations d'enquête plus traditionnelles, la participation observante souligne à quel point les processus sociaux mis au jour par le chercheur sont indissociablement propres au milieu étudié et propre à la relation d'enquête (Barley 1992, Bizeul 1999, Bourgois 2001). En particulier, la participation observante suggère ainsi de prendre au sérieux la notion de perturbation, chère à Georges Devereux (1980), qui touche tout autant le chercheur lui-même que le milieu qu'il étudie. Contraint par la nécessité économique de se prendre au jeu de l'expertise, le chercheur embarqué doit faire l'apprentissage express des règles du jeu, au prix de nombreux ratés et impairs particulièrement instructifs. Cette indigénisation est donc synonyme de nombreux renoncements, notamment relatifs à l'autonomie des sciences sociales et à leur épistémologie propre. Pour autant, les usages qui sont faits de cette recherche appliquée, tournée vers l'action, ne sont pas linéaires puisque si elle contribue à légitimer le recours au PPP, elle a aussi contribué à subvertir les rapports de force interne. L'affaire est d'ailleurs loin d'être close, puisque je continue, du fait même de mon statut d'expert dans le think tank, à être sollicité par des journalistes, des fonctionnaires de la direction générale de la Santé ou de l'Agence Régionale de Santé. Mais c'est cette fois-ci en sociologue critique que je leur réponds..

---

<sup>24</sup> Avec la mise à distance de l'agence Vitamin, ils ont depuis réintégré le dispositif Vivons en Forme (nouveau nom du programme pour des raisons de propriété intellectuelle) : Patrick est directeur du programme national et l'agence de communication de Brigitte est devenue prestataire de services.

## Références bibliographiques

- ABELSON (Donald E.), *Do think tanks matter ? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Quebec City, McGill-Queen's University Press, 2009 (2<sup>nd</sup> ed.).
- ALAM (Thomas), « Quand le sociologue montre la lune, le sociologue regarde le doigt. L'expertise d'un think tank européen destiné à la promotion d'un PPP en santé », *Lien Social et Politiques*, n°65, 2011, p. 225-249.
- ALAM (Thomas), « Externalisation, extraversion et dépolitisation. La privatisation douce des politiques municipales de promotion de la santé : le cas du programme Epode », Colloque international *Collectivités, territoires et santé. Regards croisés sur les frontières de la santé*, Lille, 13-15 décembre 2012.
- ALAM (Thomas) et GODARD (Jérôme), « Réformes sectorielles et *monstration* de la modernité. Les usages des savoirs managériaux dans les politiques de l'emploi et de l'alimentation », *Politix*, vol. 20, n°79, 2007, p. 77-100.
- ALAM (Thomas), GURRUCHAGA (Marion) et O'Miel (Julien), « Science de la science de l'Etat : la perturbation du chercheur embarqué comme impensé sociologique », *Sociétés contemporaines*, n°87, 2012, p. 155-173.
- BERGERON (Henri), CASTEL (Patrick) et NOUGUEZ (Etienne), 2011. « Un entrepreneur privé de politique publique : la lutte contre l'obésité, entre santé publique et intérêt privé », *Revue Française de Science Politique*, vol. 61, n°2, 2011 201-229
- BIZEUL (Daniel), « Faire avec les déconvenues. Une enquête en milieu nomade », *Sociétés contemporaines*, n°33-34, p. 111-137.
- BONGRAND (Philippe) et LABORIER (Pascale), « L'entretien dans l'analyse des politiques publiques : un impensé méthodologique ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 55, n°1, 2005, p. 73-112.
- BOURDIEU (Pierre), « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36, 1981, p. 3-24.
- BOURDIEU (Pierre), *Homo-Academicus*. Paris, Minuit, 1984.
- BOURGOIS (Philippe), *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris Seuil, 2001 (1<sup>st</sup> éd. US: 1995)
- CEFAÏ (Daniel), « Introduction. L'engagement ethnographique », in CEFAL (Daniel) (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010, p. 7-21.
- COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES, *White Paper on A Strategy for Europe on Nutrition, Overweight and Obesity related health issues*, Bruxelles, 30.5.2007 COM(2007) 279 final, 2007.
- CONSTANTY (Hélène) et NOUZILLE (Vincent), *Députés sous influence, le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée Nationale*. Paris, Fayard, 2006.
- CORCUFF (Philippe) et SANIER (Max), « Politique publique et action stratégique en contexte de décentralisation. Aperçus d'un processus décisionnel "après la bataille" », *Annales - Histoire, sciences sociales*, vol. 55, n°4, 2000, p. 845-869.

- DE GAULEJAC (Vincent), *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Paris, Points, 2009 (1<sup>ère</sup> éd. : 2005).
- DESAGE (Fabien) et GODARD (Jérôme), « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales », *Revue française de science politique*, vol. 55, n°4, 2005, p. 633-661.
- DEVEREUX (Georges), *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion, 1980 [1967].
- DEZALAY (Yves), « Les courtiers de l'international. Héritiers cosmopolites, mercenaires de l'impérialisme et missionnaires de l'universel », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 151-152, n°1, 2004, p. 5-35.
- FLEURY (Dominique), PEYTAVIN (Jean-François), ALAM (Thomas), BRÉNAC (Thierry), « Excess Accident Risk among residents of deprived areas », *Accident Analysis and Prevention*, vol. 42, n°6, 2010, p. 1653-1660.
- FROMMER (Franck), *La pensée powerpoint : Enquête sur ce logiciel qui rend stupide*, Paris, La Découverte, 2010.
- GELLNER (Ernest), « L'animal qui évite les gaffes ou un faisceau d'hypothèses », in BIRNBAUM (Pierre) et LECA (Jean) (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, p. 27-44.
- GOFFMAN (Erving), *Les rites d'interaction*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1974 [1967].
- HOOD (Christopher) *The Art or the State. Culture, Rhetoric and Public Management*, Oxford, Clarendon Press, 1998.
- KAPLAN (Sheila), « Porter-Novelli plays all sides », *Legal Times*, vol.16, n°27, 1993.
- KATAN (Martin B.), « Weight-loss diets for the prevention of obesity », *New England Journal of Medicine*, n°360, 2009, p. 923-925.
- KATZ (Jack), « Du comment au pourquoi. Description lumineuse et inférence causale en ethnographie », in CEFALI (Daniel) (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010, p. 43-105.
- MEDVETZ (Thomas), « Les think tanks aux Etats-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2009/1, p. 82-93.
- MEDVETZ (Thomas), « "Public Policy is Like Having a Vaudeville Act" : Languages of Duty and Difference among Think Tank-Affiliated Policy Experts », *Qualitative Sociology*, n°33, 2010, p. 549-562.
- MEMMI (Dominique), *Les gardiens du corps. Dix ans de magistère bioéthique*. Paris. Éditions de l'EHESS, 1996.
- NAUDIER (Delphine) et SIMONET (Maud) (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011, p. 201-221.
- OLIVIER DE SARDAN (Jean-Pierre), *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Bruylant Academia, 2008.



PENEFF (Jean), *Le goût de l'observation. Comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2009.

RICHTER (Judith), « Public-Private Partnerships for Health: A Trend With No Alternatives? », *Development*, vol. 47, n°2, 2004, p. 43-48.

ROMON (Monique), LOMMEZ (Agnès), TAFFLET (MURIEL), BASDEVANT (Arnaud BASDEVANT), OPPERT (Jean-Michel), BRESSON (Jean-Louis), DUCIMETIERE (Pierre), CHARLES (Marie-Aline) et BORYS (Jean-Michel), « Downward Trends in the Prevalence of Childhood Overweight in the Setting of 12-year School- and Community-based Programmes », *Public Health Nutrition*, vol. 12, n°10, 2008, p. 1735-42.

(Anne) 2004. « L'offre éthique des entreprises. Une production du capitalisme ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 116, n°1, 2004, p. 77-96.

SCHWARTZ (Olivier), « L'empirisme irréductible » (postface), in ANDERSON (Niels), *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993.

SOULE (Bastien), « Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales », *Recherches qualitatives*, vol. 27, n°1, 2007, p. 127-140.

STAUBER (John) et RAMPTON (Sheldon), *L'industrie du mensonge. Relations publiques, lobbying et démocratie*, Marseille, Agone., 2012 (1st éd. US : 1995)

STONE (Diane), « Recycling Bins, Garbage Cans or Think Tanks? Three Myths Regarding Policy Analysis Institutes », *Public Administration*, vol. 85, n°2, 2007, p. 259-278.

SMITH (James A.), *The Idea Brokers. Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991.

SUGARMAN (Stephen D.) et SANDMAN (Nirit), « Using Performance-Based Regulation to Reduce Childhood Obesity », *Australia and New Zeland Health Policy*, vol. 5, n°26, 2008, p. 1-9.

WACQUANT (Loïc J. D.), *Corps et âme : carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Marseille, Agone, 2000.

WACQUANT (Loïc J. D.), « La chair et le texte : l'ethnographie comme instrument de rupture et de construction », in NAUDIER (Delphine) et SIMONET (Maud) (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011, p. 201-221.

WEAVER (R. Kent), « The Changing World of Think Tanks », *PS: Political Science and Politics*, September, 1989, p. 563-578.

WEISS (Carol H.), *Organizations for Policy Analysis : Helping Government Think*, Newsbury Park, Sage Publications, 1992.

WETTENHALL (Roger), « The Rhetoric and Reality of Public-Private Partnerships », *Public Organization Review: A Global Journal*, vol. 3, n°1, 2003, p. 77-107.

WORLD HEALTH ORGANISATION, « European Charter on counteracting obesity », Istanbul, Turkey, EUR/06/5062700/8, 2006.